



Les grands titres:

- RDC : l'ONU préoccupée par la détérioration de la situation à Kinshasa et dans d'autres villes
- Sur fond de montée de l'antisémitisme, l'ONU appelle à lutter contre la discrimination raciale
- Ebola : l'ONU appelle le Mali à rester vigilant jusqu'à l'éradication totale du virus de la région
- Côte d'Ivoire : l'ONU se félicite de l'annonce de la libération de 50 détenus de la crise post-électorale
- Un expert de l'ONU va évaluer les efforts de l'Algérie pour promouvoir le droit à l'éducation pour tous
- A Davos, l'UNICEF appelle à investir davantage et plus équitablement dans l'éducation
- Centrafrique : le Conseil de sécurité reconduit l'embargo sur les armes jusqu'en 2016
- Libye : l'ONU condamne une attaque contre la succursale de la Banque centrale à Benghazi

RDC : l'ONU préoccupée par la détérioration de la situation à Kinshasa et dans d'autres villes



22 janvier - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est dit préoccupé jeudi par la détérioration de la situation en République démocratique du Congo (RDC), notamment à Kinshasa et dans d'autres villes, suite à l'adoption, par l'Assemblée nationale, d'un projet de loi électorale qui est actuellement soumis à examen additionnel au niveau du Sénat.

« Il déplore les pertes en vies humaines et les atteintes à l'intégrité physique. Il demande aux forces de sécurité et aux manifestants de s'abstenir de toute autre forme de violence et de faire preuve de la plus grande retenue », a dit son porte-parole dans un communiqué de presse.

« Le Secrétaire général tient à souligner qu'il incombe au gouvernement de conserver l'espace politique nécessaire à l'expression pacifique d'opinions. Les manifestations doivent se dérouler de manière paisible. La violence est inacceptable mais la réponse aux manifestations violentes doit être proportionnée », a-t-il ajouté. « Le Secrétaire général demande instamment aux principales parties de renouer un dialogue politique afin que les questions d'ordre électoral soient discutées de manière inclusive et pacifique, dans les forums appropriés ».

Ban Ki-moon a réaffirmé la disponibilité de son Représentant spécial à offrir ses bons offices afin d'aider les acteurs principaux à surmonter leurs différends. Il a rappelé que le processus électoral doit être crédible, pacifique, et mené en temps opportun, en conformité avec la Constitution.

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en République démocratique du Congo (RDC), le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a également rappelé jeudi que « le peuple congolais a le droit de manifester pacifiquement ». "Nous exhortons le gouvernement à garantir que toute réponse aux manifestations violentes soit proportionnée », a-t-il ajouté.

Au-delà des tensions actuelles, le chef des opérations de maintien de la paix s'est félicité jeudi des progrès réalisés au cours



de ces dernières années mais a estimé que le retrait de la Mission de l'ONU dans le pays (MONUSCO) devrait être progressif.

M. Ladsous a présenté aux 15 membres du Conseil les résultats de la revue stratégique qui a eu lieu ces derniers mois concernant la MONUSCO.

« Il a été convenu que de grands progrès ont été réalisés en RDC au cours de ces dernières années : le retrait des forces armées étrangères, la réunification du pays, l'établissement du gouvernement de transition et deux élections nationales », a-t-il noté. « Toutefois, des défis subsistent et en dépit de la défaite militaire du M23, des groupes armés congolais et étrangers, en particulier le FDLR et l'ADF, continuent de représenter une menace pour la population civile et pour la stabilité et le développement de l'est de la RDC et de la région des Grands Lacs ».

Selon la revue stratégique, « la MONUSCO continue de jouer un rôle important dans la stabilisation de la situation en RDC », a-t-il souligné. Toutefois, dans le contexte d'amélioration de la situation dans certaines parties de l'est du pays, le Secrétaire général de l'ONU a recommandé de réduire les effectifs militaires de la Mission de 2.000 Casques bleus.

Hervé Ladsous a rappelé que le Président congolais Joseph Kabila et son gouvernement ont plaidé pour une réduction plus importante.

Mais, selon lui, « étant donné les nombreux défis politiques et sécuritaires qui subsistent, toute réduction au-delà du chiffre recommandé aurait des implications négatives sur la capacité de la force à mettre en œuvre son mandat ».

« Cela ne veut, toutefois, pas dire que la MONUSCO devrait rester en RDC éternellement », a-t-il ajouté. « Le retrait de la MONUSCO devrait être progressif » et « dépendra de l'engagement et de la capacité du gouvernement à réaliser des progrès tangibles dans la neutralisation des groupes armés, notamment le FDLR et l'ADF ».

Sur fond de montée de l'antisémitisme, l'ONU appelle à lutter contre la discrimination raciale



22 janvier - A l'occasion d'un événement au siège des Nations Unies, à New York, consacré à la montée de l'antisémitisme dans le monde, des hauts responsables de l'Organisation ont appelé jeudi à lutter contre toutes les formes de discrimination raciale.

En dépit de l'engagement de la communauté internationale contre la discrimination raciale, « nous assistons actuellement à une montée inquiétante de l'antisémitisme et d'autres formes d'intolérance et de préjugés », s'est inquiété le 69^{ème} Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Sam Kutesa, lors d'une séance plénière exceptionnelle de l'Assemblée consacrée à la montée de l'antisémitisme dans le monde.

Dans un message lu par le Vice-Président de l'Assemblée générale, Álvaro José Costa de Mendonça e Moura, M. Kutesa a fustigé ces formes de discrimination, dont la persistance contribue à perpétuer « les stéréotypes, la stigmatisation, l'exclusion, les menaces et la violence ».

Trente-sept pays, dont les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et l'ensemble des pays membres de l'Union européenne sont à l'origine de la convocation de cette session exceptionnelle, dont le principe et la date avaient été décidés antérieurement aux tragédies qui ont récemment endeuillé la France, notamment l'attaque terroriste qui avait pris pour cible un supermarché casher à Paris le 9 janvier.

Plusieurs personnalités européennes et notamment françaises se sont également succédé à la tribune de l'Assemblée générale pour s'exprimer sur le thème de l'antisémitisme, dont le philosophe Bernard-Henri Lévy et le Ministre français des affaires européennes et ancien président de l'association SOS Racisme, Harlem Désir.

« Cette réunion intervient en réaction à la hausse troublante des attaques antisémites en Europe. Mais bien sûr, l'antisémitisme est une des plus anciennes formes de préjugé de l'humanité », a quant à lui déclaré dans un message vidéo le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, actuellement en déplacement à Davos, en Suisse, pour assister à la réunion annuelle du Forum économique mondial.

« A travers les siècles, et dans le monde entier, les Juifs ont été massacrés et maltraités uniquement parce qu'ils étaient juifs. Ils ont souffert du bannissement et de l'exil, des stéréotypes et de l'exclusion », a souligné le chef de l'ONU, ajoutant que l'« assassinat systématique de millions de juifs européens durant l'Holocauste a révélé l'antisémitisme sous sa forme la plus monstrueuse ».

« La semaine prochaine, la Journée internationale de commémoration en mémoire des victimes de l'Holocauste sera une occasion importante de se rappeler les horreurs de la Seconde Guerre mondiale », a de son côté déclaré M. Kutesa. « Ce n'est pas seulement notre devoir solennel de nous remémorer les tragédies qui ont eu lieu à cette occasion, mais c'est aussi notre responsabilité de tirer les enseignements des atrocités innommables de l'Holocauste » pour faire en sorte que « de tels actes d'intolérance et de haine ne se reproduisent jamais ».

Déplorant que les efforts entrepris pour construire un monde de compréhension mutuelle soient mis à rude épreuve aujourd'hui par la montée des extrémismes et des actes de barbarie, le Président de l'Assemblée générale a regretté que les Juifs continuent d'être pris pour cible, tout comme les Musulmans et tant d'autres à travers le monde. « Notre réponse doit permettre d'éviter de perpétuer les cycles de diabolisation et de jouer le jeu de ceux qui cherchent à diviser », a-t-il ajouté, mentionnant l'éducation comme l'un des principaux instruments de lutte contre les discriminations raciales.

« Nous devons également éviter un autre piège, impliquant le conflit au Moyen-Orient », a quant à lui souligné M. Ban, insistant sur le fait que les griefs contre les actions du gouvernement israélien ne doivent jamais être utilisés comme une excuse pour attaquer les Juifs.

« La lutte contre l'antisémitisme est un combat pour nous tous », a déclaré en conclusion de son message le Secrétaire général.

Ebola : l'ONU appelle le Mali à rester vigilant jusqu'à l'éradication totale du virus de la région



22 janvier - Tout en félicitant le Mali pour avoir endigué l'épidémie d'Ebola, le chef de la Mission de l'ONU pour la lutte contre le virus, a exhorté jeudi les autorités maliennes, à l'occasion d'une visite à Bamako, la capitale, à rester vigilantes, alors que les Etats voisins continuent d'enregistrer de nouveaux cas.

Le 18 janvier dernier, l'ONU et le Mali ont officiellement déclaré la fin de l'épidémie dans le pays, suite à une période de 42 jours sans nouveau cas déclarés. Au total, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), huit personnes ont été infectées sur le territoire malien, dont six ont trouvé la mort.

« Nous sommes venus avec un message de félicitations. Nous sommes venus dire bravo, mais restez vigilants », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU et chef de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola (MINUAUCE), Ould Cheikh Ahmed, lors d'une entrevue avec le Premier Ministre malien Modibo Keita, ajoutant que la réussite du pays était due au « leadership national ainsi qu'aux efforts des Nations Unies et d'autres partenaires internationaux ».

Porteur d'un message du Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, le chef de la MINUAUCE est arrivé mercredi à Bamako, où il a également passé en revue l'état des préparatifs du pays en cas d'émergence de nouveaux cas d'Ebola, compte tenu du nombre encore élevé d'infections en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone. Malgré l'inversion de la tendance avec plus de 900 cas déclarés en un mois, une cinquantaine de localités restent touchées dans les trois pays.

Le chef de la MINUAUCE s'est dit inquiet du fait que beaucoup de nouveaux cas sont enregistrés en dehors des listes des contacts suivis, ce qui indique une réticence de la part de certaines personnes à signaler leur proximité avec les malades atteints du virus Ebola.

Accompagné par le Directeur général adjoint de l'OMS, Dr. Bruce Aylward, Ould Cheikh Ahmed a également souligné la nécessité de renforcer la surveillance transfrontalière. « Les populations, les communautés ne connaissent pas la frontière, et donc le prochain défi pour le Mali – comme d'ailleurs pour le Sénégal ou encore le Niéeria qui ont également réussi à isoler les quelques cas venus – est de rester vigilant. On n'est pas à l'abri de nouveaux cas ici et là jusqu'à ce que nous ayons zéro cas dans toute l'Afrique de l'Ouest », a-t-il mis en garde

Le chef de la MINUAUCE a également insisté sur la nécessité de « reconstruire les systèmes de soins de santé » et de « transformer cette crise en une opportunité » afin de doter les pays touchés d'infrastructures de systèmes de santé capables de prendre en charge, après cette crise, d'éventuels cas d'Ebola.

Arrivé de Freetown, où il avait fait la réception d'une cargaison de 262 véhicules et d'équipements de télécommunication transportés par un bateau danois dans le cadre de la lutte contre Ebola, Ould Cheikh Ahmed devait retourner jeudi soir à Accra, la capitale ghanéenne, qui abrite le siège de la MINUAUCE.

Depuis le début de l'épidémie, l'OMS a décompté plus de 21.700 cas confirmés, probables et suspectés d'Ebola en Afrique de l'Ouest et 8.600 décès.

Côte d'Ivoire : l'ONU se félicite de l'annonce de la libération de 50 détenus de la crise post-électorale



22 janvier - La Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire, Aïchatou Mindaoudou, a salué jeudi l'annonce du Procureur de la République sur la libération provisoire d'une cinquantaine de détenus de la crise postélectorale 2010-2011.

Elle a également salué l'annonce du dégel des comptes bancaires de 31 personnalités dont les comptes avaient été gelés dans le même cadre.

Cette action, selon la Représentante spéciale, contribuera à renforcer la confiance entre les acteurs politiques et à consolider le dialogue politique, a précisé l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) dans un communiqué de presse.

Mme Mindaoudou a félicité les autorités judiciaires ivoiriennes pour les efforts ainsi déployés et les a encouragés à les poursuivre « pour un traitement rapide et définitif des dossiers de l'ensemble des détenus de la crise postélectorale ».

La Représentante spéciale a exhorté l'ensemble des acteurs ivoiriens à persévérer dans la dynamique de réconciliation nationale engagée dans le pays.

« L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) ne ménagera aucun effort, dans le cadre de son mandat, pour accompagner la Côte d'Ivoire sur la voie d'une paix et d'une stabilité durables », souligne le communiqué de presse.

La crise post-électorale, déclenchée par le refus de l'ex-Président Laurent Gbagbo, de reconnaître la victoire de son rival Alassane Ouattara à la présidentielle de novembre 2010, a fait plus de 3.000 morts en cinq mois.

Laurent Gbagbo est emprisonné, depuis fin novembre 2011, à La Haye, aux Pays-Bas, en attente d'être jugé par la Cour pénale internationale (CPI) pour des « crimes contre l'humanité ».

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies consacrée à la situation en Côte d'Ivoire le 13 janvier, Aïchatou Mindaoudou, a fait part de son optimisme, tout en appelant à rester vigilant, alors que le pays s'engage dans une année électorale.

Un expert de l'ONU va évaluer les efforts de l'Algérie pour promouvoir le droit à l'éducation pour tous



Kishore Singh, Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation.

22 janvier - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation, Kishore Singh, sera en visite en Algérie du 27 janvier au 3 février 2015 pour évaluer les réformes en cours du système éducatif entreprises par le gouvernement en vue d'offrir des opportunités à tous les segments de la société, a annoncé jeudi le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

« Je souhaiterais particulièrement voir si tous les enfants en Algérie, y compris les filles et les plus vulnérables, jouissent d'une éducation de qualité, et dans quelle mesure la pauvreté limite l'accès à l'éducation », a déclaré M. Singh.

« Cette visite nous permettra d'évaluer les efforts entrepris par l'Algérie dans la mise en œuvre du droit à l'éducation, les mesures adoptées en vue de sa réalisation effective, ainsi que les obstacles rencontrés au niveau national et international », a souligné le Rapporteur spécial.

L'expert de l'ONU examinera les ressources nationales consacrées à l'éducation, y compris l'enseignement postsecondaire et les réformes de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle. L'égalité des chances et l'accès universel sont parmi les questions qui seront aussi évaluées.

Au cours de sa mission de huit jours, M. Singh visitera des écoles primaires et secondaires ainsi que des universités publiques. Il rencontrera également des représentants du gouvernement et les organisations de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales. Il s'entretiendra par ailleurs avec des éducateurs, des académiciens, des étudiants et des représentants des enseignants.

A Davos, l'UNICEF appelle à investir davantage et plus équitablement dans l'éducation



22 janvier - En marge de la réunion annuelle du Forum économique mondial qui se tient actuellement à Davos, en Suisse, du 21 au 24 janvier, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a appelé jeudi les gouvernements, les donateurs et le secteur privé à investir davantage et plus judicieusement dans l'éducation.

Cet appel fait suite à la publication le même jour d'un nouveau rapport de l'UNICEF soulignant l'ampleur des besoins en investissements dans l'éducation et les disparités existantes dans l'allocation des ressources.

Intitulée « The Investment Case for Education and Equity », cette étude indique en effet que dans de nombreux pays à travers le monde, considérablement moins de ressources publiques sont allouées à l'éducation des enfants issus des 20% les plus pauvres de la population par rapport aux 20% les plus riches – jusqu'à 18 fois moins selon les pays. Le rapport démontre également qu'en moyenne, 46% des ressources pour l'éducation dans les pays à faible revenu bénéficient directement aux 10% des élèves les plus instruits. Ce déséquilibre favorise de façon disproportionnée les enfants des ménages les plus aisés qui bénéficient généralement des plus hauts niveaux d'éducation.

« Il y a environ aujourd'hui 1 milliard d'enfants dans le monde en âge de recevoir une éducation primaire et secondaire de premier cycle, soit un milliard de raisons d'investir dans l'éducation », a déclaré la Directrice exécutive adjointe de l'UNICEF, Yoka Brandt. « Parmi eux, trop nombreux sont ceux qui ne reçoivent pas une éducation de qualité en raison de la pauvreté, des conflits et des discriminations fondées sur le sexe, le handicap et l'origine ethnique. Pour changer cela, nous devons radicalement changer les pratiques actuelles en fournissant plus de ressources et en les répartissant plus équitablement ».

Alors même que le nombre d'enfants en âge de se rendre à l'école augmente chaque année, les progrès dans l'accès à l'éducation sont au point mort et les ressources publiques allouées au secteur diminuent, indique le rapport de l'UNICEF, ajoutant que pour parvenir à une éducation de base universelle, le monde devra scolariser 619 millions d'enfants supplémentaires entre 3 et 15 ans d'ici 2030, soit 57% de plus qu'aujourd'hui.

A Davos, l'UNICEF a par conséquent exhorté les gouvernements et les donateurs à accroître leurs dépenses en faveur de l'éducation et à veiller à ce que les fonds soient utilisés de manière plus efficace et distribués plus équitablement, tout en soulignant le rôle essentiel devant être joué par le secteur privé dans la mobilisation des ressources.

Centrafrique : le Conseil de sécurité reconduit l'embargo sur les armes jusqu'en 2016



22 janvier - Le Conseil de sécurité de l'ONU a reconduit jeudi l'embargo sur les ventes d'armes à la République centrafricaine ainsi que l'obligation pour les Etats membres de respecter le gel des ressources économiques et l'interdiction de voyager imposés à certains groupes et individus dans le pays.

A l'occasion d'une réunion sur la situation en République centrafricaine, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité de ses 15 membres une résolution reconduisant jusqu'au 29 janvier 2016 l'injonction faite aux Etats d'« empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects à la République centrafricaine » d'armements ou de matériels connexes.

Ces mesures, précise la résolution, ne s'appliquent pas « aux fournitures destinées exclusivement à l'appui de la MINUSCA, de la Force régionale d'intervention (FRI) de l'Union africaine et des missions de l'Union européenne et des forces françaises déployées en République centrafricaine », ni aux « livraisons de matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire ».

La reconduite de l'embargo sur les armes s'assortit d'une obligation pour les États membres d'« interdire l'entrée ou le passage en transit sur leur territoire de personnes désignées par le Comité » nommé à cette fin par le Conseil et de « geler immédiatement les fonds et autres avoirs financiers et ressources économiques se trouvant sur leur territoire qui sont en la possession ou sous le contrôle direct ou indirect des personnes ou entités désignées par le Comité ».

Se déclarant préoccupé « par les informations selon lesquelles des réseaux de trafiquants continuent de financer et d'approvisionner les groupes armés » dans le pays, la résolution encourage le Groupe d'experts sur la République centrafricaine, dont elle proroge le mandat jusqu'au 29 janvier 2016, « à porter une attention particulière à l'analyse de ces réseaux ».

En conclusion, la résolution du Conseil demande instamment « à toutes les parties et à tous les Etats membres, ainsi qu'aux organisations internationales, régionales et sous régionales de coopérer avec le Groupe d'experts et d'assurer la sécurité de ses membres ».

Libye : l'ONU condamne une attaque contre la succursale de la

Banque centrale à Benghazi



22 janvier - La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a condamné jeudi une attaque contre la succursale de la Banque centrale dans la ville de Benghazi, rappelant que c'était un symbole de l'Etat libyen.

« La Mission estime que l'établissement d'une commission d'enquête indépendante contribuera à clarifier les circonstances relatives à l'incident, et appelle les parties libyennes à coopérer avec cette commission et avec la Banque centrale libyenne ainsi que les instances judiciaires compétentes », a déclaré la MANUL dans un communiqué de presse.

Selon la Mission, cet incident et les dernières violations du cessez-le-feu démontrent l'importance de faire avancer rapidement le processus de dialogue. Elle a invité les parties prenantes à rester impliquées dans le processus visant à rétablir la paix et la stabilité en Libye et à placer l'intérêt national au-dessus de toutes les autres considérations.

L'ONU estime que la poursuite des efforts pour obtenir un accord politique destiné à mettre fin aux combats est la meilleure réponse à la détérioration de la situation politique et sécuritaire dans le pays.

La MANUL a appelé les parties qui ont annoncé unilatéralement et volontairement un cessez-le feu il y a quelques jours à déployer des efforts supplémentaires « pour s'assurer que la trêve soit pleinement respectée, afin de créer un environnement propice au dialogue ».